

# Communiqué de presse

Paris, le 24 septembre 2022

## Salaires, retraites : mettons un coup d'arrêt au gouvernement !

Les mesures gouvernementales annoncées sur le pouvoir d'achat sont en dessous de la situation de paupérisation de la population. La loi, votée cet été, se contente de poser quelques rustines et, à travers les exonérations de cotisations, ampute le salaire socialisé, fragilisant la protection sociale. Elles ne sont pas à la hauteur de la crise sociale profonde qui pèse déjà sur la population, de la crise énergétique qui s'annonce et de l'urgence écologique et sociale.

Dans la fonction publique, le gouvernement poursuit une politique fiscale qui assèche les comptes de l'État au profit des grandes entreprises. Alors que nos voisins européens s'engagent dans la taxation des superprofits. La revalorisation de 3,5% de la valeur du point d'indice est bien en deçà de l'urgence de relever l'ensemble des rémunérations de 10%. Aujourd'hui, de nombreux collègues ont des difficultés à se loger, se chauffer, se nourrir ou à se déplacer. Ces difficultés risquent de se généraliser chez une majorité des personnels avec les effets de l'inflation.

Par ailleurs, le Président menace d'intégrer le recul de l'âge de départ en retraite dans un amendement à la Loi de Financement de la Sécurité Sociale. Le projet du gouvernement vient sanctionner l'ensemble de la population : travailler plus longtemps pour produire et polluer davantage, niveler les conditions de travail par le bas par la mise en concurrence des salarié·es sur le marché du travail, et favoriser les plus riches qui vont souscrire à des mutuelles privées pour partir plus tôt. On le voit bien, cette réforme des retraites va encore pénaliser les plus précaires, et la majorité de la population...au grand privilège des plus riches protégés par Macron.

SUD éducation revendique la retraite à 60 ans avec 37,5 annuités, sans décote, la revalorisation des pensions et leur indexation sur

les salaires, et construit une mobilisation massive des personnels contre la casse de notre système de retraites.

Ce gouvernement refuse d'envisager des vraies solutions de justice sociale et fiscale comme : rééquilibrer la fiscalité, taxer les super-profits, en finir avec les cadeaux au patronat, rétablir l'ISF, ou encore récupérer les 100 milliards par an de fraude fiscale qui pourraient être une réelle source budgétaire pour ces besoins fondamentaux !

Le gouvernement de Macron poursuit ses passages en force. Le Ministre Pap Ndiaye poursuit l'œuvre de répression antisyndicale initiée par Blanquer avec la mutation sanction du syndicaliste Kai Terada. Mettons un coup d'arrêt à cette politique autoritariste !

**SUD éducation appelle les personnels à se mettre massivement en grève et à participer aux manifestations qui auront lieu partout le 29 septembre pour l'augmentation des salaires et pour nos retraites !**